

Texte inédit pour le site de Ballast

Le 1^{er} janvier 2019, les zapatistes ont célébré les 25 ans de leur soulèvement. L'occasion de réaffirmer leur engagement dans la construction, ici et maintenant, de leur autonomie et la défense de leur territoire au sud du Mexique. Leur mot d'ordre ? « Le peuple gouverne et le gouvernement obéit. » Face à la pression toujours croissante du capitalisme et des mégaprojets défendus par le nouveau gouvernement « progressiste », de nombreux soutiens nationaux et internationaux se sont exprimés au cours de ces quatre derniers mois. La répression ne faiblit pas ; la lutte non plus : récit, sur place, d'une commémoration et d'un appel, lancé le 10 avril dernier, « à lever un réseau mondial de rébellion et de résistance contre la guerre qui, si le capitalisme triomphe, signifiera la destruction de la planète ». ☰ Par Julia Arnaud



Le 1^{er} janvier 1994, sortis de la nuit, les zapatistes ont occupé cinq villes du Chiapas — dont la touristique San Cristóbal de las Casas — et donné à connaître au Mexique et au monde entier leurs revendications : travail, terre, logement, alimentation, santé, éducation, indépendance, liberté, démocratie, justice et paix. Après plusieurs jours de combat et sous pression de la société civile, l'EZLN — l'organisation militaire du mouvement fondée en 1983 — et le gouvernement s'assoient à la table des négociations : elles donnent naissance, en 1996, aux [Accords de San Andrés](#). Ils ont pour but de permettre la reconnaissance de l'autonomie et du droit à l'autodétermination des peuples indigènes¹ ; sans surprise, ils ne seront jamais respectés par les gouvernements successifs. Dans une situation de contre-insurrection permanente, dans un territoire occupé par les militaires et

les paramilitaires, l'EZLN et les communautés zapatistes choisissent alors la voie de la construction de leur autonomie et de la mise en pratique unilatérale de leurs exigences. En 2003, les cinq *caracoles* — et avec eux les Conseils de bon gouvernement — sont fondés ; ils deviennent les centres politiques et culturels des cinq zones autonomes.

« Peu, même au sein des espaces militants, savent ce qui se trame encore ici, en 2019, dans les montagnes du sud-est mexicain. »

À mon arrivée, en 2010, alors que les questions me brûlaient les lèvres, la première réponse que l'on m'a donnée à Querétaro, au centre du pays, bien loin du Chiapas, fut : « *Mais non señorita, les zapa-*



tistes n'existent plus, c'était en 1994... » Tout le monde a entendu parler de la lutte zapatiste. Peut-être du café rebelle. Sans doute du [sous-commandant insurgé Marcos](#). Mais peu, même au sein des espaces militants, savent ce qui se trame encore ici, en 2019, dans les montagnes du sud-est mexicain. Si depuis bien longtemps les médias officiels ont entrepris un méthodique travail de désinformation, le silence public des zapatistes n'en a pas moins été volontaire : entre 2009 et 2012, pas un seul communiqué n'a été publié alors qu'ils nous avaient habitués, par la plume dudit sous-commandant, à une prose prolifique depuis 1994. Ce mutisme était celui de la construction, en interne, de leur autonomie ; ils l'ont rompu avec fracas le 21 décembre 2012 — tandis que 50 000 membres des communautés zapatistes (les « bases d'appui ») remplissaient sans le moindre bruit les rues de San Cristóbal, poing levé, visage couvert —, par la détonation d'un [communiqué](#) des plus brefs : « *Vous avez entendu ? / C'est le son de votre monde qui s'écroule, / C'est le son du nôtre qui resurgit. / Le jour qu'a été le jour, était la nuit, / Et la nuit sera le jour qui sera le jour. / DÉMOCRATIE / JUSTICE / LIBERTÉ.* »

Ce monde, ils en poursuivent la création. Leur autonomie se développe jour après jour : des écoles, des hôpitaux, une autre justice, des collectifs agricoles et artisanaux ont fleuri dans toute les zones. Nous sommes de plus en plus nombreux à leur avoir rendu visite, à avoir appris à leur côtés, notamment grâce à la « Petite école zapatiste » — plusieurs milliers de personnes se sont alors rendues dans les communautés afin d'apprendre de leur quotidien et d'étudier les [quatre livres de cours](#) réalisés par des membres des différents *caracoles*, ceci sous le regard attentif de leur *votán*, ces « gardiens » et « gardiennes » qui ont accompagné chacun d'entre nous et ont répondu patiemment à nos questions. « *Ici, c'est le peuple qui dirige, il a sa propre politique, il a sa propre idéologie, il a sa propre culture, il crée, il améliore, il corrige, il imagine et il va continuer de travailler* » : c'est là ce que nous [rappelle](#) le sous-commandant Moisés, successeur de Marcos en tant que porte-parole depuis 2013. Quand on leur demande combien de personnes représentent les zapatistes, la réponse est évasive, toujours, mais pourtant claire : « *Beaucoup !* »



(Léa Barrier)

Sur la route de la Realidad

« *Demain, départ 6 heures, lever 4 heures.* » Tels ont été les derniers mots des *compas*² zapatistes : la [Rencontre de Réseaux](#), qui s'est tenue du 26 au 30 décembre 2018 en terres récupérées, près du village de Guadalupe Tepeyac, afin que se rencontrent, se retrouvent et s'organisent les différents « *individus, groupes, collectifs, organisations* » qui luttent pour un autre monde, s'est terminée après une assemblée plénière de trois heures. Si au Mexique les horaires sont toujours assez flexibles et relatifs, ici, en territoire zapatiste, l'autodiscipline est primordiale : sans elle, ils n'en seraient pas là. « *Que vous votiez ou que vous ne votiez pas, organisez-vous !* », nous ont-ils maintes fois répété. Comme dans de nombreuses communautés originaires, le changement d'heure n'existe pas pour les zapatistes ; c'est « *la hora de Dios* », « l'heure de Dieu », celle du monde, du soleil et de la vie — 4 heures, c'est donc 3 heures.

« **On nous interroge longuement sur les gilets jaunes qui, vus d'ici, incarnent la révolution en cours.** »

Les lumières s'allument, le matériel a été chargé dans des camionnettes prêtes à partir ; des visages, fatigués par ces derniers jours de discussions et ces dernières nuits de musique autour du feu,



émergent des tentes. Nous sommes tous prêts à embarquer dans les bus, les bétailières et les autres véhicules ; la longue caravane s'avance bientôt. De la Municipalité autonome rebelle zapatiste (MAREZ) San Pedro Michoacán, où s'est tenue la rencontre, jusqu'au *caracol* de la Realidad, dit « Mère des *caracoles* de la mer de nos rêves », il faut une heure et demie de route sur un petit chemin de terre qui monte, descend, serpente. Les passagers se rendorment tant bien que mal ; le convoi avance, s'arrête ; « *Tiens, que se passe-t-il ?* », « *Rien, ce sont ceux de devant qui ont perdu les sacs sur le toit* », « *Ah* », ça repart. Le soleil se lève, la forêt apparaît et avec elle la brume matinale que percent les montagnes — en contrebas, se dessinent la vallée et la communauté. Nous arrivons maintenant à l'entrée du village ; des hommes, des femmes, des enfants, des jeunes et des anciens accueillent la caravane par de francs sourires de bienvenue. Les maisons, petites et en bois, sont pour certaines d'entre elles recouvertes de panneaux solaires.

Il y a huit ans, en pleine période de silence, j'étais venue ici. J'avais demandé à rencontrer le Conseil de bon gouvernement : les *compas* m'avaient donné de quoi manger et un endroit où dormir mais, à 4 heures du matin, ils m'avaient prévenu que le Conseil ne pourrait pas me recevoir et que le prochain bus passait dans 30 minutes. L'un d'entre eux m'avait murmuré : « *Aujourd'hui, ce n'est pas possible, mais on te promet que la prochaine fois tu rentreras.* » Cette prochaine fois arrive ce 31 décembre 2018. La journée se passe entre siestes et retrouvailles. Les discussions vont bon train : on nous interroge longuement sur les gilets jaunes qui, vus d'ici, incarnent la révolution en cours. La lumière du jour commence à faiblir et nous rejoignons le préau qui surplombe la place centrale du *caracol*. La foule est dense, les bases d'appui zapatistes sont au premier rang ; nous nous tassons à l'arrière ; par la porte principale, une partie des troupes fait son entrée ; un long défilé commence. Il durera plus d'une heure. Conduits par le sous-commandant Galeano (anciennement Marcos), plus de 3 000 hommes et femmes, vêtus d'une chemise marron et d'un pantalon vert accordé à leur casquette, foulard rouge autour du cou, d'abord à cheval et à moto puis à pied, avancent et, déjà, s'alignent au rythme des bâtons qu'ils frappent à chaque pas. Ils sont la nouvelle génération, les enfants de celles et ceux qui, partis de ce même lieu, étaient allés combattre et donner leur vie 25 ans plus tôt. Il n'y a pas d'armes, mais cette **démonstration** nous rappelle que l'Armée zapatiste de libération nationale n'a jamais baissé la garde.



(Léa Barrier)

« **Nous sommes seuls** »

L'assistance attend les traditionnels discours d'anniversaire. Le Conseil de bon gouvernement de La Realidad s'exprime par la voix d'une jeune commandante, qui, comme beaucoup, est née après le soulèvement de 1994. Elle **déclare** : « *Aujourd'hui, nous célébrons nos déjà 25 ans de lutte, nous sommes les plus oubliés, les plus marginalisés, les plus exploités par le système capitaliste néolibéral.* » Et poursuit : « *En tant que peuple en résistance et en rébellion, nous avons compris qu'il n'y a pas d'autre chemin que celui de nous organiser, depuis n'importe quel recoin du monde. Chaque organisation a des manières et des habitudes différentes de s'organiser, mais oui, tous et toutes contre le même ennemi qu'est le système capitaliste néolibéral.* » Puis, par la voix du sous-commandant insurgé Moisés, combattant de la première heure et aujourd'hui « *gardien de la porte* » qui interagit entre l'intérieur et l'extérieur du mouvement (depuis que le sous-commandant Marcos est parti tenter de réparer son ordinateur, selon le **communiqué** envoyé à cette occasion...), ces mots : « *Nous sommes seuls.* » Même si quelques voix affirment le contraire, nous savons que c'est vrai. Nous, la Sexta³ et les sympathisants nationaux et internationaux, sommes loin d'avoir atteint le niveau d'organisation qu'il conviendrait pour affronter la guerre en cours.

« **Nous sommes seuls. Même si quelques voix affirment le contraire, nous savons que c'est vrai.** »



Fin 2018, le peuple mexicain a élu à sa tête Andrés Manuel López Obrador : un homme qui se réclame de la « gauche progressiste » et entend mener à bien les mégaprojets chers aux néolibéraux — le Train Maya, le Projet intégral Morelos (PIM⁴). Le nouveau président avait promis d'abandonner ce dernier projet, avant de le remettre à l'ordre du jour ; il vient de faire sa première victime, Samir Flores — 100 ans après Emiliano Zapata, et ce pour défendre la même cause, celle de la terre et de la liberté. Figure de l'opposition au PIM et membre du Congrès national indigène, il a été assassiné le 20 février 2019 après s'être exprimé, la veille, contre la « consultation populaire » à venir lors d'un forum organisé par le gouvernement. Ces consultations ont pour but de légitimer les mégaprojets alors que les principaux concernés — les habitants de ces terres — ont déjà exprimé clairement et ouvertement leur refus...

« Et nous ne vous avons pas menti, compañeras et compañeros, poursuit Moisés. Il y a cinq ans, nous l'avons dit au peuple du Mexique et au monde entier, que quelque chose d'encore pire allait arriver. Dans les langues que parlent celles et ceux de l'extérieur, ils l'appellent crise, hydre, monstre, mur. Nous le leur avons dit en essayant d'utiliser leurs mots, la manière dont ils parlent, mais même comme ça, ils ne nous ont pas écouté. Et, du coup, ils croient que nous leur mentons parce qu'ils écoutent celui dont je ne veux même pas prononcer le nom, celui qui est au pouvoir, je préfère l'appeler l'escroc, le fourbe. » En vue des dernières élections, les « peuples, tribus, nations et quartiers » composant le Congrès national indigène (CNI⁵) ont désigné une femme indigène en tant que représentante du CNI et de l'EZLN à la présidentielle de 2018. Marichuy et le Conseil indigène de gouvernement (CIG⁶) ont été nommés avant d'entamer une tournée dans tout le pays pour récolter les signatures nécessaires ; en raison d'un nombre insuffisant, Marichuy n'a pu se présenter mais elle a mis en évidence les vices du système électoral. Elle était la seule à représenter le Mexique d'en bas, à gauche.



(Léa Barrier)

Depuis plusieurs années, les zapatistes ont organisé un grand nombre d'événements afin que nous nous connaissions, que nous nous reconnaissons et que nous nous organisions. Car il y a urgence. Les victimes de la Quatrième Guerre mondiale, celle du capitalisme contre l'humanité, ne se comptent plus. Ce concept a été longuement développé par le sous-commandant Marcos dans un [communiqué](#) en date de l'année 2003 : « À la fin de ce que nous osons appeler la Troisième Guerre mondiale et que d'autres appellent la Guerre froide, il y a eu une conquête de territoire et une réorganisation. [...] À partir de là, on voit se dessiner ce que nous appelons la Quatrième Guerre mondiale. [...] La conception théorique qui donne des bases à la globalisation c'est ce que nous appelons néolibéralisme, une nouvelle religion qui va permettre de mener à bien le processus. Avec cette Quatrième Guerre mondiale, une nouvelle fois, les territoires sont conquis, les ennemis sont détruits et la conquête de ces territoires est administrée. [...] Puisque l'ennemi antérieur a disparu, nous, nous disons que l'ennemi c'est l'humanité. La Quatrième Guerre mondiale détruit l'humanité dans la mesure où la globalisation est une universalisation du marché, et tout humain s'opposant à la logique du marché est un ennemi et il doit être détruit. En ce sens, nous sommes tous l'ennemi à vaincre : indigènes, non-indigènes, observateurs des droits humains, enseignants, intellectuels, artistes. N'importe qui se croyant libre alors qu'il ne l'est pas. »

« Ce n'est pas facile d'affronter les paramilitaires, ce n'est pas facile d'affronter les petits leaders qui ont aujourd'hui acheté tous les partis politiques. »



L'heure n'est plus à la contemplation du désastre planétaire. Si les zapatistes l'ont compris depuis longtemps, et ont agi en conséquence dans leurs territoires, nous ne pouvons en dire autant. Moisés, debout à la tribune aux côtés des commandants et commandantes de l'EZLN ainsi que des représentants des Conseils de bon gouvernement, poursuit : « *Nous sommes seuls. Nous sommes seuls comme il y a 25 ans* », mais « *nous allons faire face* », « *nous allons défendre ce que nous avons construit* ». Les zapatistes ont déjà donné leurs vies, celle du [sous-commandant insurgé Pedro](#)⁷ — et de bien d'autres. « *Ce n'est pas facile d'affronter depuis 25 ans ces milliers de soldats, protecteurs du capitalisme, qui sont ici, là où nous nous trouvons, nous sommes passés sous leur nez ces jours-ci. Ce n'est pas facile d'affronter les paramilitaires, ce n'est pas facile d'affronter les petits leaders qui ont aujourd'hui acheté tous les partis politiques, en particulier la personne et le parti qui sont au pouvoir. Mais ils ne nous font pas peur. Ou bien si ? Ils nous font peur, compañeros et compañeras ?* » L'assemblée répond d'une seule voix : « *Non !* »

« *Compañeros, compañeras, celui qui est au pouvoir va détruire le peuple du Mexique mais principalement les peuples originaires, il vient pour nous, et spécialement pour nous l'Armée zapatiste de libération nationale.* » Mais cette décision, ils la prennent seuls, sans engager celles et ceux qui les soutiennent et marchent à leurs côtés. La réponse du CNI-CIG ne s'est pourtant pas faite attendre : par un communiqué publié le jour suivant, ils déclarent : « *Nous avertissons les mauvais gouvernements que n'importe quelle agression [contre l'EZLN] est aussi une agression contre le CNI-CIG* » — et d'appeler, par la même occasion, « *les réseaux de soutien dans tout le pays ainsi que les réseaux de résistance et de rébellion au Mexique et dans le monde entier à être attentifs et organisés pour agir ensemble et construire un monde dans lequel nous pourrions toutes et tous vivre* ». Bien d'autres messages de soutien ont suivi. L'un d'eux a notamment été signé par des centaines de femmes ; il fait suite à la « *Première rencontre internationale politique, artistique, sportive et culturelle de femmes qui luttent* », convoquée par les femmes zapatistes le 8 mars 2018 au *caracol* de Morelia (la seconde édition a dû être annulée cette année en raison des conditions de sécurité et de pression). Cette rencontre avait réuni plus de 7 000 femmes du monde entier : les femmes zapatistes nous appellent à organiser, partout, d'autres événements de ce type « *pour que la petite lumière qu'elles nous ont offerte ne s'éteigne pas* ». Plusieurs rassemblements de femmes ont déjà eu lieu depuis le mois de mars dans tout le Mexique ; d'autres restent à venir (notamment au mois de juillet 2019, dans l'État de Veracruz, à l'appel des femmes du CNI-CIG). Nous espérons que d'autres encore suivront dans les prochains mois — et, qui sait, dans le monde entier.



(Léa Barrier)

Les zapatistes ne demandent à personne de prendre les armes ; « pendant ces 25 ans [ils n'ont] pas gagné avec des balles, avec des bombes, mais par la résistance et la rébellion ». Cette position de l'EZLN est, de longue date, sans équivoque ; elle avait d'ailleurs été rappelée lors de l'assassinat du professeur Galeano par des paramilitaires, en 2014 — Marcos avait alors symboliquement échangé sa place dans la tombe, en prenant son nom. Aujourd'hui, ils continuent de **demander** « justice et non vengeance ». Ce n'est pas avec des armes que l'on construit des écoles et des hôpitaux. Mais, comme **l'écrit** le journaliste Luis Hernández Navarro, « ce 31 décembre [2018], ils ont mis sur la table leur visage militaire. Celui qui n'implique pas de prendre une arme, mais qui implique de résister. Le message symbolique de leur déploiement ne pouvait pas être plus explicite ».

« Le changement que nous voulons, donc, c'est qu'un jour, le peuple, le monde, les femmes et les hommes décident de comment ils veulent vivre leur vie. »

30 millions de personnes ont voté pour l'actuel président Andrés Manuel López Obrador. Dans un contexte aussi difficile que celui du Mexique où la corruption, la violence, les féminicides, la mort et les disparitions forcées sont le pain quotidien, c'est sans aucun doute l'espoir du changement qu'ont recherché les électeurs. Mais les différents gouvernements « progressistes » latino-américains de ces dernières années l'ont prouvé : les peuples originaires ne seront pas pris en compte. « Ils viennent



pour nous », martèle Moisés. Et cela, le gouvernement n'a pas tardé à le confirmer : l'investiture présidentielle du 1^{er} décembre 2018 n'a été qu'une grande mascarade. En rassemblant de soi-disant représentants des peuples indigènes, le nouvel élu s'est vu remettre le « bastón de mando », le bâton de commandement, symbole de pouvoir et de représentation dans les cultures originaires. Quelques jours plus tard, la farce s'est rejouée au Chiapas lors d'une cérémonie visant à « demander son autorisation à la Terre-mère » pour la construction du Train Maya, qui entend traverser les États de Quintana-Roo, Campeche, Chiapas et Tabasco afin d'interconnecter différentes « zones économiques spéciales » (ZEE) en atteignant la côte Pacifique, via le couloir transisthmique⁸, autre mégaprojet hautement contesté... « C'est ça que fait le gouvernement actuel, il consulte pour pouvoir venir nous affronter, nous, les peuples originaires et en particulier nous, l'Armée zapatiste de libération nationale, avec sa saleté de Train Maya — et, en plus, en lui donnant le nom de nos ancêtres ! Nous ne l'acceptons pas. Il peut bien lui donner le nom qu'il veut, ça ne veut rien dire. Nous ne lui avons rien demandé. Il n'a qu'à lui donner le nom de sa mère ! », poursuit le porte-parole.

Selon le gouvernement, ce projet favoriserait la mobilité, les échanges et l'emploi des peuples occupant ces territoires ; en réalité, il favorisera le tourisme de masse et le saccage des terres du Sud, si convoitées pour leurs richesses naturelles par les puissances internationales. Autrement dit : ce fut là une cérémonie pour demander à la Terre le droit d'exterminer les peuples originaires. « *Qu'il se passe ce qui doit se passer, que ça coûte ce que ça doit coûter et que vienne ce qui doit venir. Nous allons nous défendre, nous nous battons s'il le faut ! Ou non, compañeros et compañeras ?* » On entend « *Si !* » à l'unisson. « *Donc que ce soit bien clair, compañeros et compañeras ; ici, il n'y a ni sauveur, ni sauveuse. Les seuls sauveurs et sauveuses, ce sont les hommes et les femmes qui luttent et qui s'organisent, ceux qui le font devant leur peuple. Le changement que nous voulons, donc, c'est qu'un jour, le peuple, le monde, les femmes et les hommes décident de comment ils veulent vivre leur vie, qu'il n'y ait pas un groupe qui décide la vie de millions d'êtres humains. Non ! Nous le résumons en seulement deux mots : le peuple commande, le gouvernement obéit.* »



(Léa Barrier)

C'est ensuite par la voix d'une autre jeune commandante que [s'exprime](#) le Comité clandestin révolutionnaire indigène-Commandement général (CCRI-CG) de l'Armée zapatiste de libération nationale : « *Même s'ils consultent un milliard de personnes, nous ne nous rendrons pas. Même s'ils demandent la permission à leur putain de mère, nous ne céderons pas. De 1492 à 2018, se sont écoulées 525 années de résistance et de rébellion contre les grandes humiliations étrangères et mexicaines et ils n'ont jamais pu nous exterminer. Nous, ceux de sang brun, couleur de la terre-mère, nous réitérons que nous sommes là et que nous continuerons à l'être. Un milliard d'années pourront s'écouler, les femmes zapatistes et les hommes zapatistes seront toujours là.* » Sur ces mots, et après avoir annoncé qu'à partir de cet instant leur participation et leur parole passeraient par l'art, les représentants zapatistes se taisent. La foule se disperse. Poèmes, chansons : place aux délégations des différentes régions. Dans l'après-midi, une pièce de théâtre a mis en scène l'entrée des troupes dans la petite ville de Las Margaritas, le 1^{er} janvier 1994, et la chute du *compañero* Pedro, tombé sous les premières balles ; en cet instant et sous nos yeux, c'est au rythme d'une guitare que l'on honore une nouvelle fois la mémoire de celui qui a « accompli son devoir » : « *Quand le sous-commandant Pedro passait dans les villages, il disait toujours : Nous devons nous préparer car la lutte continue, politique et militaire. Alors la lutte a commencé, très secrète et très discrète, alors que les insurgés et les troupes se préparaient à devenir guérilleros en faisant très attention à leur sécurité. Aujourd'hui, que tout le monde sache que le Sup Pedro n'est pas mort, qu'il vit dans les cœurs des hommes qui, très dignement, luttent avec un immense amour pour un monde plus humain.* »



« **Au nord de la Syrie, où se mène l'expérience résistante du Rojava, la Turquie de l'OTAN constitue une menace vitale permanente.** »

Un jeune garçon s'avance, sous son passe-montagne, pour lire quelques vers : « *Avec cette poésie, je te dis au revoir, / En me rappelant pour toujours ton nom, / En résistant. / Liberté. Justice. Démocratie. / Mourir pour vivre.* » Puis la musique reprend. Un morceau de rap (« *Nous avons une guerre à gagner et beaucoup de choses à fêter !* »). Ne pas oublier. Et pour eux, continuer — dans la joie. Éclate un feu d'artifice ; dans la nuit retentissent les slogans : « *Vive l'EZLN !* », « *Mort au capitalisme !* », « *Vivent les Conseils de bon gouvernement !* », « *Vive le Chiapas ! Vive le Mexique !* » Nous dansons jusqu'au petit matin.

Que le peuple gouverne !

« *Un pas important consiste à assumer clairement la possibilité de se libérer du capitalisme, écrit l'historien Jérôme Baschet. On ne peut pas continuer de dénoncer les crimes de ce système pour finalement s'incliner devant son apparente invincibilité ou ajourner son hypothétique fin à un futur si lointain que, dans la pratique, cela signifie la même chose.* » Le 10 avril 2019, à Chinameca, le CNI et le CIG se sont déclarés en état d'alerte et ont **enjoint** « *les peuples de ce pays et les peuples du monde à [s'écouter] et à unir les chemins qui ont un même horizon, en bas et à gauche* ». L'EZLN a quant à elle **dénoncé** les intrusions militaires qui se sont accentuées sur son territoire au cours des derniers mois, ainsi que « *les mauvais gouvernements qui séquestrent l'image d'Emiliano Zapata Salazar* », dont la cause est aujourd'hui honorée « *sur tout le territoire que nous appelons encore le Mexique : le zapatisme* ». Alors oui, le capitalisme doit mourir : c'est lui ou nous. Au Brésil, les peuples originaires et leurs territoires sont attaqués par le pouvoir fasciste, évangéliste, néolibéral ; au nord de la Syrie, où se mène l'expérience résistante du Rojava — qui a salué l'anniversaire zapatiste et dont une délégation était présente lors de la commémoration à Chinameca —, la Turquie de l'OTAN constitue une menace vitale permanente ; en France, on frappe les ZAD et on éborgne les gilets jaunes ; et partout, on traque les personnes en situation de migration. C'est pourquoi l'EZLN a **réitéré son appel**, ce même mois d'avril 2019, « *à lever un réseau mondial de rébellion et de résistance contre la guerre qui, si le capitalisme triomphe, signifiera la destruction de la planète* ». Il ne tient qu'à nous.

Photographies de bannière et de vignette : Léa Barrier

REBONDS

- ≡ Lire « **Fonder des territoires** — par Raoul Vaneigem », mai 2019
- ≡ Lire notre article « **Le municipalisme libertaire : qu'est-ce donc ?** », Elias Boisjean, septembre 2018
- ≡ Lire notre abécédaire du **sous-commandant Marcos**, mai 2017
- ≡ Lire « **Frédéric Lordon au Chiapas** », Jérôme Baschet, mai 2016
- ≡ Lire notre entretien avec Guillaume Goutte : « **Que deviennent les zapatistes, loin des grands**



médias ? », novembre 2014

☰ Lire notre dossier sur le [Rojava](#)

NOTES

1. ↑ Au Mexique, ce terme est largement préféré à celui d'« indien », controversé et, selon le contexte, parfois péjoratif.
2. ↑ De *compañeros*, camarades.
La Sexta nationale et internationale rassemble les adhérents à la Sixième déclaration de la
3. ↑ Selva Lacandona, prononcée en 2005. Ce texte clé est une analyse politique de la situation locale et globale ; il propose de marcher ensemble contre l'ennemi commun.
Le PIM regroupe des centrales électriques, un aqueduc et un gazoduc. Il est contesté par les
4. ↑ peuples originaires de ces territoires ainsi que par de nombreux scientifiques en raison des risques sismiques.
5. ↑ Cette organisation rassemble les différents peuples indigènes en lutte ; elle a été fondée peu de temps après le soulèvement.
6. ↑ Conseil rassemblant les représentants paritaires de toutes les langues composant le CNI.
7. ↑ Second commandement de l'EZLN en charge du premier régiment lors de la prise de Las Margaritas et de l'attaque de la base militaire de Comitán, en 1994.
8. ↑ Qui passe à travers un isthme.